



COMMUNIQUÉ SUR LA SITUATION DANS L'ENTREPRISE

Clermont-Ferrand, le 26 novembre 2024

Cher(e) collègue,

Le 12 décembre va débiter dans notre entreprise un mouvement de grève reconductible de haut niveau.

Celui-ci va se dérouler à l'appel des 4 organisations syndicales représentatives à la SNCF.

Pour rappel, trois points sont repris par l'intersyndicale, elles demandent :

- L'arrêt du processus de liquidation de FRET SNCF, nous exigeons un moratoire sur le sujet. A l'heure où la cause environnementale est un enjeu majeur dans notre société, nous devons maintenir sous giron public l'entreprise de transports de marchandises. TDG, SGF, Nevers sont autant de chantiers qui seront impactés par cette décision.
- L'arrêt du processus d'ouverture à la concurrence dans l'activité Voyageurs, sur notre région BFC, AURA et Intercités ont annoncé ouvrir à la concurrence les TER et la relation Clermont-Fd-Paris. La direction l'a clairement annoncé, elle veut réaliser jusqu'à 10 % de gain de productivité en abaissant la réglementation du travail en vigueur actuellement. Ce moins-disant social est scandaleux car il dégradera nos conditions de travail, nos droits et les conditions de transport des usagers.
- Une véritable loi pluriannuelle de financement pour régénérer le réseau. En effet, alors que le gouvernement a annoncé la suppression des 100 Mds d'euros prévus, notre région est en souffrance en matière d'investissement sur nos lignes. Plus de 80 % de celles-ci sont classées UIC 7 à 9, les fameuses petites lignes. Sans travaux, de nombreuses lignes sont menacées de fermeture, avec par conséquent un avenir incertain pour les cheminots !

Tous les cheminots sont concernés par les mauvais coups de la direction, nous devons d'urgence retrouver une entreprise unique et intégrée garante d'un service public ferroviaire de qualité, permettant d'assurer nos missions dans des conditions de travail convenables et surtout en toute sécurité !

Il en va, par conséquent, de l'avenir de notre CASI. En effet, si demain des établissements sont privatisés ou filialisés, nous n'avons aucune garantie sur le financement des activités sociales, culturelles et sportives.

D'une part, les cheminots pourraient ne plus bénéficier des activités du CASI et d'autre part, le CASI se retrouverait en grande difficulté financière.

C'est la pérennité de ce modèle social qui est également en jeu. Nous devons sauver notre structure, porteuse d'émancipation par le sport et la culture pour tous les cheminots et ce sans distinction. Le CASI porte à travers ses associations et ses activités des valeurs uniques de solidarité et de fraternité !

Pour maintenir et développer nos activités sociales, culturelles et sportives dans une SNCF qui doit redevenir unique et intégrée, signons la pétition du CCGPF sur le financement de nos activités et engageons-nous dans ce mouvement de grève légitime !

Alexandre MIKLAS
Secrétaire du CASI des Cheminots
Auvergne-Nivernais